

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Municipalité de Saint-Michel-des-Saints | 62085 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Sébastien Gariepy, atteste la véracité du Rapport financier de Municipalité de Saint-Michel-des-Saints pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

Signature



Date 21 mars 2022

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	21
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	22
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	23
Charges par objets	24
Excédent (déficit) accumulé	25
Avantages sociaux futurs	29

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	35
Analyse des charges	47

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Municipalité de Saint-Michel-des-Saints,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Municipalité de Saint-Michel-des-Saints (ci-après « Municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2021 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité au 31 décembre 2021, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations**Informations financières établies à des fins fiscales**

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Opérations de restructuration

Nous attirons l'attention sur la note 26 du rapport financier, qui décrit les effets de la restructuration de la Municipalité avec un organisme faisant partie de son périmètre comptable. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Municipalité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

· nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Municipalité à cesser son exploitation;

· nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

DCA, comptable professionnel agréé, inc.
Par Dominique Collin, FCPA auditeur, FCA
Saint-Paul-de-Joliette, le 21 mars 2022

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2021	2021	2020 Redressé note 23
Revenus				
Taxes	1	4 781 221	5 006 227	4 716 857
Compensations tenant lieu de taxes	2	359 712	359 420	320 784
Quotes-parts	3			
Transferts	4	658 729	973 703	932 645
Services rendus	5	415 220	532 890	568 600
Imposition de droits	6	253 000	805 416	453 144
Amendes et pénalités	7	22 000	62 865	30 612
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	45 100	86 905	41 895
Autres revenus	10	498 600	5 299 033	1 152 471
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		139 170	10 501
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	7 033 582	13 265 629	8 227 509
Charges				
Administration générale	14	1 046 179	971 423	923 954
Sécurité publique	15	827 136	841 150	771 619
Transport	16	2 353 133	2 301 570	2 029 857
Hygiène du milieu	17	1 999 312	2 111 147	2 030 982
Santé et bien-être	18	5 100	5 195	
Aménagement, urbanisme et développement	19	561 081	582 912	566 338
Loisirs et culture	20	935 182	861 487	843 709
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	174 775	151 360	184 599
Effet net des opérations de restructuration	23		498 163	
	24	7 901 898	8 324 407	7 351 058
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(868 316)	4 941 222	876 451
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		18 514 931	17 653 958
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27		(95 191)	(110 669)
Solde redressé	28		18 419 740	17 543 289
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		23 360 962	18 419 740

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020 Redressé note 23
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 704 609	3 248 378
Débiteurs (note 5)	2	1 971 769	1 535 105
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		358 992
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	6 676 378	5 142 475
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	597 541	749 781
Revenus reportés (note 12)	12	1 300 271	824 826
Dette à long terme (note 13)	13	6 733 225	6 160 078
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	8 631 037	7 734 685
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(1 954 659)	(2 592 210)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	25 100 928	20 787 573
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	39 836	49 971
Stocks de fournitures	20	83 055	83 055
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	91 802	91 351
	23	25 315 621	21 011 950
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	23 360 962	18 419 740

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2021	2021	2020 Redressé note 23
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(868 316)	4 941 222	876 451
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	5 965 856)	(534 685)
Produit de cession	3			215 320
Amortissement	4		1 652 501	1 500 997
(Gain) perte sur cession	5			(94 785)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(4 313 355)	1 086 847
Variation des propriétés destinées à la revente	9		10 135	100 531
Variation des stocks de fournitures	10			
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(451)	213
	13		9 684	100 744
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(868 316)	637 551	2 064 042
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(2 729 185)	(4 793 227)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18		136 975	136 975
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(2 592 210)	(4 656 252)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(1 954 659)	(2 592 210)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 941 222	876 451
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	1 652 501	1 500 997
Autres			
▪ (Gain) Perte sur cession	3	(1)	(94 785)
▪	4		
	5	6 593 722	2 282 663
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(436 664)	1 392 661
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(152 240)	243 357
Revenus reportés	9	475 445	616 721
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	10 135	100 531
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13	(451)	213
	14	6 489 947	4 636 146
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(5 965 856)	(534 685)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16		215 320
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(5 965 856)	(319 365)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	(139 170)	(10 501)
Remboursement ou cession	21	498 163	
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	()	()
Cession	23		
	24	358 993	(10 501)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	1 573 989	1 200 000
Remboursement de la dette à long terme	26	(1 014 799)	(714 395)
Variation nette des emprunts temporaires	27		(1 393 200)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	13 957	13 956
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	573 147	(893 639)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	1 456 231	3 412 641
Solde déjà établi	33	3 248 378	(164 263)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	3 248 378	(164 263)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	4 704 609	3 248 378

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Saint-Michel-des-Saints est un organisme municipal constitué et régi en vertu du Code Municipal de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le Ministère des Affaires Municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

L'organisme contrôlé qui constitue une entreprise municipale en vertu des principes comptables généralement reconnus est présenté aux états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. Le périmètre comptable de la Municipalité comprend l'organisme *Corporation pour le développement du Lac Taureau*, qui est considéré à titre d'entreprise municipale. Toutefois en date du 20 décembre 2021, l'organisme a été dissoute. Voir les modalités de la restructuration à la note 26.

a) Périmètre comptable

La *Corporation pour le développement du Lac Taureau* est contrôlée à 100 % par la Municipalité. Une opération de restructuration a été effectuée avec cet organisme, les modalités de la restructuration sont expliquées à la note 26.

b) Partenariats

N/A

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions, aux livres de la Municipalité, s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels, des obligations et droits contractuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des revenus et charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses et la durée de vie utile des immobilisations.

C) Actifs

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires rachetables en tout temps ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements de portefeuille

Les placements à titre d'investissement sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur. Les autres placements sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur.

b) Actifs non financiers

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures:	15, 20 et 40 ans
Bâtiments:	10, 20 et 40 ans
Ameublement et équipement de bureau:	5 et 10 ans
Véhicules:	2, 5, 10 et 20 ans
Machinerie, outillage et équipement:	10 et 20 ans.

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette. La portion de ces propriétés, destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent, est présentée dans les actifs financiers.

Stocks

Les stocks sont comptabilisés au coût, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés.

Actifs incorporels achetés

Les actifs incorporels achetés sont comptabilisés au coût et sont amortis en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode linéaire.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

D) Passifs**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard des Fonds de parcs, terrains de jeux et espaces verts et Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par les fonds.

E) Revenus**Revenus de transfert**

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Municipalité, sauf dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

Revenus autres que les revenus de transfert

Les revenus autres que les revenus de transfert sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le Régime volontaire d'épargne-retraite (RVER) offert par la Municipalité est comptabilisé comme un autre régime de retraite.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Financement à long terme des activités de fonctionnement:

- Pour la dette à long terme en question: au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

Éléments présentés à l'encontre des DCTP:

- Pour le financement des activités de fonctionnement: au fur et à mesure de l'amortissement des frais reportés liés à la dette à long terme.

H) Instruments financiers

N/A

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Le 1er janvier 2021, la Municipalité a adopté, de façon anticipée, les recommandations de la NOSP-8 « *Éléments incorporels achetés* ». Cette note d'orientation, établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter un actif incorporel acheté. Un actif incorporel acheté doit être comptabilisé lorsque tous les critères de comptabilisation décrits dans la note d'orientation sont respectés. La Municipalité a opté pour une application prospective de la note d'orientation.

L'adoption de cette note d'orientation n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Municipalité.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2021	2020
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	76 538	552 254
Découvert bancaire	2 ())
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	4 628 071	2 696 124
Autres éléments			
•	4		
•	5		
•	6		
•	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	4 704 609	3 248 378
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	1 003 194	605 011
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	276 500	

Note**5. Débiteurs**

		2021	2020
Taxes municipales	11	168 025	174 511
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	11 404	14 437
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	889 475	857 327
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	148 528	151 125
Organismes municipaux	15	2 232	2 232
Autres			
• Mutations et intérêts	16	649 091	234 714
• Autres	17	103 014	100 759
	18	1 971 769	1 535 105
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	261 417	410 413
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	261 417	410 413
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	23 352	23 352

Note**6. Prêts**

		2021	2020
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
•	26		
•	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Note**7. Placements de portefeuille**

		2021	2020
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31		
	32		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note**8. Avantages sociaux futurs**

		2021	2020
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	73 715	70 179
Régimes de retraite des élus municipaux	42		
	43	73 715	70 179

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2021	2020
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note**10. Emprunts temporaires**

La municipalité dispose d'une marge de crédit pour ses besoins de fonctionnement, au taux préférentiel, renouvelable annuellement. Le montant autorisé est de 1 150 000 \$ et le solde n'est pas utilisé au 31 décembre 2021.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

11. Crédoiteurs et charges à payer

		2021	2020
Fournisseurs	47	212 554	456 854
Salaires et avantages sociaux	48	172 902	160 842
Dépôts et retenues de garantie	49	199 971	119 971
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Autres			
▪ Intérêts sur dette à LT	51	12 114	12 114
▪	52		
▪	53		
▪	54		
▪	55		
	56	597 541	749 781

Note**12. Revenus reportés**

		2021	2020
Taxes perçues d'avance	57		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58	162 870	118 634
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	60	43 464	6 184
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	67		
Accès entreprise Québec	68		
Autres			
▪ Camping	69	52 325	51 855
▪ Subvention autres organismes	70	1 041 612	648 153
▪	71		
▪	72		
▪	73		
▪	74		
▪	75		
	76	1 300 271	824 826

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2021	2020
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,63	2,56	2036	2040	77	5 953 800	6 125 100
Obligations et billets en monnaies étrangères					78		
Gains (pertes) de change reportés					79		
					80		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					81		
Organismes municipaux					82	741 490	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					83		
Autres			2022	2031	84	61 161	72 161
					85	6 756 451	6 197 261
Frais reportés liés à la dette à long terme					86	(23 226)	(37 183)
					87	6 733 225	6 160 078

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2021
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2022	88		654 600		11 000	665 600
2023	89		671 900		6 000	677 900
2024	90		452 200		6 000	458 200
2025	91		445 300		6 000	451 300
2026	92		457 700		6 000	463 700
2027 et plus	93		3 272 100		767 651	4 039 751
	94		5 953 800		802 651	6 756 451
Intérêts et frais accessoires	95					
	96		5 953 800		802 651	6 756 451

Note**14. Autres passifs**

	2021	2020
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	97	
Assainissement des sites contaminés	98	
Autres		
▪	99	
▪	100	
▪	101	
▪	102	
	103	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104	5 545 891			5 545 891
Eaux usées	105	9 551 985	23 076		9 575 061
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	21 422 000	5 468 944		26 890 944
Autres					
▪ Autres infrastructures	107	2 420 361			2 420 361
▪	108				
Réseau d'électricité	109				
Bâtiments	110	2 086 962			2 086 962
Améliorations locatives	111				
Véhicules	112	1 961 400	160 697	(89 036)	2 211 133
Ameublement et équipement de bureau	113	211 046			211 046
Machinerie, outillage et équipement divers	114	1 773 242	289 873	89 036	1 974 079
Terrains	115	719 083			719 083
Autres	116				
	117	45 691 970	5 942 590		51 634 560
Immobilisations en cours	118		23 266		23 266
	119	45 691 970	5 965 856		51 657 826
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	120	2 800 316	139 030		2 939 346
Eaux usées	121	7 503 909	251 534		7 755 443
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	122	9 928 696	907 915		10 836 611
Autres					
▪ Autres infrastructures	123	1 136 142	109 542		1 245 684
▪	124				
Réseau d'électricité	125				
Bâtiments	126	825 358	53 504		878 862
Améliorations locatives	127				
Véhicules	128	1 105 043	111 712		1 216 755
Ameublement et équipement de bureau	129	210 379	666		211 045
Machinerie, outillage et équipement divers	130	1 394 554	78 598		1 473 152
Autres	131				
	132	24 904 397	1 652 501		26 556 898
VALEUR COMPTABLE NETTE	133	20 787 573			25 100 928
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	134				
Amortissement cumulé	135	()	()	()	()
Valeur comptable nette	136				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

16. Propriétés destinées à la revente

		2021	2020
Immeubles de la réserve foncière	137		
Immeubles industriels municipaux	138		
Autres	139	39 836	49 971
	140	39 836	49 971
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	141		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	142	39 836	49 971

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	143				
▪	144				
▪	145				
▪	146				
	147				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
•	148				
•	149				
•	150				
•	151				
	152				
VALEUR COMPTABLE NETTE	153				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2021	2020
Frais payés d'avance			
• Assurances payées d'avances	154	78 138	70 520
• Autres payés d'avance	155	13 664	20 831
▪	156		
Autres			
▪	157		
▪	158		
	159	91 802	91 351

Note**19. Obligations contractuelles**

Les obligations contractuelles de la Municipalité concernent principalement un contrat pour le traitement des insectes piqueurs. Les obligations contractuelles totalisent 801 898 \$ et comprennent les versements suivants pour les trois prochains exercices :

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

·2022 : 265 967 \$
·2023 : 267 297 \$
·2024 : 268 634 \$

20. Droits contractuels**Programme de subvention**

Dans le cadre d'un programme de subvention sur les infrastructures, les gouvernements du Québec, du Canada et la MRC Matawinie se sont engagés à verser une somme de 1 616 745 \$ à la Municipalité pour des travaux admissibles. La Municipalité doit également investir 796 250 \$ dans ces travaux. Aucun montant n'a été comptabilisé à titre de revenu pour l'exercice 2021 et un solde de 1 478 935 \$ de subvention demeure disponible pour des travaux futurs.

Entente avec institution financière

La Municipalité a convenu par une entente avec une institution financière locale, de recevoir un montant de 97 400 \$. Pour avoir droit à ce montant, la Municipalité doit investir dans des infrastructures de loisirs un montant de 876 600 \$. Les travaux doivent être exécutée avant le 31 décembre 2022. En 2021, un montant de 53 900 \$ a été comptabilisé à titre de revenu et un solde de 1 500 \$ demeure disponible pour les travaux futurs.

21. Passifs éventuels

N/A

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2021	2020
160			

N/A

B) Auto-assurance

N/A

C) Poursuites

N/A

D) Autres

N/A

22. Actifs éventuels

N/A

23. Redressement aux exercices antérieurs

Au cours des années précédentes, la municipalité a comptabilisé un contrat de location pour un équipement à titre de location-acquisition sans que ce dernier rencontre les critères permettant de le considérer à cette fin.

Pour l'exercice financier 2021, la municipalité a corrigé le traitement comptable de ce contrat pour le considérer à titre de contrat d'exploitation.

L'application de ce redressement a eu pour effet d'augmenter (de diminuer) les
Rapport financier 2021 | S11 |

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

postes suivants au 1er janvier 2020 :

État de la situation financière

Immobilisations corporelles	(247 645)
Dettes à long terme	(179 770)
Excédent (déficit) accumulé	(67 875)

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

25. Instruments financiers

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

26 Application du Chapitre SP 3430, Opérations de restructuration

Le 20 décembre 2021, la *Municipalité de Saint-Michel-des-Saints* (Municipalité) a repris les activités ainsi que l'ensemble des actifs et passifs de la *Corporation pour le développement du Lac Taureau* (Corporation), organisme faisant partie de son périmètre comptable. À la même date, la Corporation a été dissoute.

La Municipalité a comptabilisé cette transaction à titre d'opération de restructuration selon les modalités du chapitre SP 3430.

Les éléments transférés par la Corporation sont :

- Trésorerie et équivalents de trésorerie :	551 940 \$
- Débiteurs - Municipalité :	26 223 \$
- Crédoiteurs - Dépôts de construction :	(80 000) \$
- Effet net de restructuration (S7 Ligne 23)	498 163 \$

Suite à la dissolution de la Corporation, le poste comptable de la situation financière *Participation dans une entreprise municipale*, d'une valeur de 498 163 \$ au 31-12-2020, a été radié.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

	Budget 2021		Réalizations 2021		Total	Réalizations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	4 781 221	5 006 227			5 006 227	4 716 857
Compensations tenant lieu de taxes	359 712	359 420			359 420	320 784
Quoties-parts						
Transferts	658 729	973 703			973 703	928 622
Services rendus	415 220	532 890			532 890	588 600
Imposition de droits	253 000	805 416			805 416	453 144
Amendes et pénalités	22 000	62 865			62 865	30 612
Revenus de placements de portefeuille						
Autres revenus d'intérêts	45 100	86 905			86 905	41 895
Autres revenus	498 600	571 579			571 579	1 152 471
Effet net des opérations de restructuration						
	7 033 582	8 399 005			8 399 005	8 212 985
Investissement						
Taxes						
Quoties-parts						
Transferts						
Imposition de droits						
Autres revenus						
Contributions des promoteurs		4 727 454			4 727 454	
Autres						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenaires commerciaux		139 170			139 170	10 501
Effet net des opérations de restructuration						
	4 866 624	4 866 624			4 866 624	14 524
	7 033 582	13 265 629			13 265 629	8 227 509
Charges						
Administration générale	1 034 848	962 250		9 173	971 423	923 954
Sécurité publique	781 281	780 446		60 704	841 150	771 619
Transport	1 471 675	1 242 836		1 058 734	2 301 570	2 029 857
Hygiène du milieu	1 630 383	1 757 432		353 715	2 111 147	2 030 982
Santé et bien-être	5 100	5 195			5 195	
Aménagement, urbanisme et développement	552 472	576 739		6 173	582 912	566 338
Loisirs et culture	775 043	697 485		164 002	861 487	843 709
Réseau d'électricité						
Frais de financement	174 775	151 360			151 360	184 599
Effet net des opérations de restructuration		498 163			498 163	
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés						
	1 476 321	1 652 501		1 652 501		
	7 901 898	8 324 407			8 324 407	7 351 058
	(868 316)	4 941 222			4 941 222	876 451
Excédent (déficit) de l'exercice						

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021		2020
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(868 316)	4 941 222	876 451
Moins : revenus d'investissement	2	()	4 866 624	(14 524)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(868 316)	74 598	861 927
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4	1 476 321	1 652 501	1 500 997
Produit de cession	5			215 320
(Gain) perte sur cession	6			(94 785)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	1 476 321	1 652 501	1 621 532
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		10 136	100 531
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11		10 136	100 531
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12		498 163	
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15		498 163	
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			129 964
Remboursement de la dette à long terme	17	(633 241)	(588 330)	(388 090)
	18	(633 241)	(588 330)	(258 126)
Affectations				
Activités d'investissement	19	(5 000)	(46 343)	(47 485)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			(6 922)
Excédent de fonctionnement affecté	21	156 600	191 972	20 530
Réserves financières et fonds réservés	22	(126 364)	(125 119)	(24 086)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		5 920	5 920
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	25 236	26 430	(52 043)
	26	868 316	1 598 900	1 411 894
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		1 673 498	2 273 821

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	4 866 624	14 524
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2	(8 277)	()
Sécurité publique	3	(12 068)	(144 514)
Transport	4	(5 685 483)	(8 932)
Hygiène du milieu	5	(246 933)	(343 767)
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()
Loisirs et culture	8	(13 095)	(37 472)
Réseau d'électricité	9	()	()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	()	()
	11	(5 965 856)	(534 685)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13	(139 170)	(10 501)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	1 268 573	1 134 339
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	46 343	47 485
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		
Excédent de fonctionnement affecté	17		
Réserves financières et fonds réservés	18	260 004	246 134
	19	306 347	293 619
	20	(4 530 106)	882 772
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	336 518	897 296

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalizations	
		2021	2021	2020
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	2 195 919	2 038 457	1 791 045
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	405 310	410 295	388 368
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	3 232 818	3 139 435	3 121 313
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	138 809	125 971	133 226
D'autres organismes municipaux				
Du gouvernement du Québec	10			
et ses entreprises	11	17 966	8 780	12 094
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	15 000	16 609	39 279
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	251 354	257 530	215 515
Transferts	15			
Autres	16	26 800		470
Autres organismes				
Transferts	17			
Autres	18	140 100	176 666	147 401
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19	1 476 322	1 652 501	1 500 997
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪ Dommages et intérêts	21	1 500		1 350
▪ Restructuration	22		498 163	
▪	23			
	24	7 901 898	8 324 407	7 351 058

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 150 299	2 179 046
Excédent de fonctionnement affecté	2	43 307	203 753
Réserves financières et fonds réservés	3	1 493 003	928 572
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	534 574)	(587 883)
Financement des investissements en cours	5	99 199	(211 502)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	19 109 728	15 907 754
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	23 360 962	18 419 740
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	3 150 299	2 179 046
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	3 150 299	2 179 046
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Fonds Lac taureau	12	43 307	47 153
▪ Équilibre budgétaire	13		156 600
▪	14		
▪	15		
▪	16		
▪	17		
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	43 307	203 753
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	22		
▪	23		
▪	24		
	25		
	26	43 307	203 753

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
 AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	27	
▪	28	
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37	802 260
Organismes contrôlés et partenariats	38	262 400
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	
Organismes contrôlés et partenariats	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41	690 743
Organismes contrôlés et partenariats	42	666 172
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪	45	
▪	46	
	47	
	48	
	1 493 003	928 572
	1 493 003	928 572

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
 AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ()(
Avantages postérieurs au 1^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	52 ()(
Autres	53 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	54 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ()(
Assainissement des sites contaminés	56 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ()(
Autres	58 ()(
▪	59 ()(
▪	60 ()(
	61 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	62 ()(
Utilisation du fonds de roulement	63 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	64 ()(
Utilisation du fonds de roulement	65 ()(
Autres	66 ()(
▪	67 ()(
▪	68 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	69 ()(
Mesure relative à la COVID-19	70 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	71 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	72 ()(
Autres		
▪ Dette fonctionnement	73 (	457 215)(
▪ Dette de fct. à financer	74 (	89 198)(
	75 (	546 413)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	76	11 839
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	77	17 759
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	78	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	79	
Autres		
▪	80	
	81	11 839
	82 (	534 574)(
		17 759
		587 883

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	83 99 199	132 265
Investissements à financer	84 () ()	343 767)
	85 99 199	(211 502)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	86 25 100 928	20 787 573
Propriétés destinées à la revente	87 39 836	49 971
Prêts	88	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	89	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	90	358 992
	91 25 140 764	21 196 536
Ajustements aux éléments d'actif	92	
	93 25 140 764	21 196 536
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	94 (6 733 225) ()	6 160 078)
Frais reportés liés à la dette à long terme	95 (23 226) ()	37 183)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	96 268 200	417 084
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	97 457 215	487 529
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	98	
	99 (6 031 036) ()	5 292 648)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	100 () ()	(3 866)
	101 (6 031 036) ()	5 288 782)
	102 19 109 728	15 907 754

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**Nombre de régimes à la fin de l'exercice**

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29		
•	30		
•	31		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32		
Rendement espéré des actifs	33	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34		
Charge de l'exercice	35		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
▪	51		
▪	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106		
Description des régimes et autres renseignements			
		2021	2020
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111		
	112		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	113	1	
Description des régimes et autres renseignements			
La Municipalité participe à un régime volontaire d'épargne-retraite pour les employés et les cadres dans lequel elle cotise jusqu'à concurrence de 5.6% du salaire brut.			
		2021	2020
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114	73 715	70 179
Régime de retraite simplifié	115		
REER	116		
Autres régimes	117		
	118	73 715	70 179

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2021	2020
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice			
	119		
Description du régime			
		2021	2020
Cotisations des élus au RREM			
	120		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM			
	121		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM			
	122		
	123		

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TAXES		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	3 341 980	3 459 799	3 155 132
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	78 447	78 953	88 425
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	3 420 427	3 538 752	3 243 557
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	219 318	221 654	219 375
Égout	13	173 105	174 894	173 182
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	600 060	616 358	607 225
Autres				
• ECO-TAXE	16	94 950	95 601	94 568
•	17			
•	18			
Centres d'urgence 9-1-1	19		15 486	14 514
Service de la dette	20	12 183	75 402	101 980
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22	261 178	268 080	262 456
Activités d'investissement	23			
	24	1 360 794	1 467 475	1 473 300
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	1 360 794	1 467 475	1 473 300
	29	4 781 221	5 006 227	4 716 857

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	30	6 515	7 416	6 515
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	31	2 708	2 025	2 708
Taxes d'affaires	32			
Compensations pour les terres publiques	33	286 095	286 071	247 175
	34	295 318	295 512	256 398
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	35	29 050	28 816	29 045
Cégeps et universités	36			
Écoles primaires et secondaires	37	32 825	32 560	32 823
	38	61 875	61 376	61 868
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	39			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	40			
Taxes d'affaires	41			
	42			
	43	357 193	356 888	318 266
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	44	1 440	1 478	1 439
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	45	1 079	1 054	1 079
Taxes d'affaires	46			
	47	2 519	2 532	2 518
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	48			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	49			
	50			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	51			
Autres	52			
	53			
	54	359 712	359 420	320 784

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	55			
Sécurité publique				
Police	56			
Sécurité incendie	57	2 000	10 041	3 657
Sécurité civile	58		1 866	10 293
Autres	59			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	60	401 551	689 162	399 534
Enlèvement de la neige	61	40 000	47 395	44 896
Autres	62			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	63			
Transport adapté	64			
Transport scolaire	65			
Autres	66			
Transport aérien	67			
Transport par eau	68			
Autres	69			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	70	5 646	5 646	11 673
Réseau de distribution de l'eau potable	71	844	844	904
Traitement des eaux usées	72			
Réseaux d'égout	73			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	74		10 862	13 240
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	75			
Tri et conditionnement	76			
Autres	77			
Autres	78			
Cours d'eau	79			
Protection de l'environnement	80			
Autres	81			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	82			
Sécurité du revenu	83			
Autres	84			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	85			
Rénovation urbaine	86			
Promotion et développement économique	87			
Autres	88			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	89	3 781	6 827	72 686
Activités culturelles				
Bibliothèques	90			
Autres	91			
Réseau d'électricité	92			
	93	453 822	772 643	556 883

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

	Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
TRANSFERTS (suite)			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	94		
Sécurité publique			
Police	95		
Sécurité incendie	96		
Sécurité civile	97		
Autres	98		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	99		
Enlèvement de la neige	100		
Autres	101		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	102		
Transport adapté	103		
Transport scolaire	104		
Autres	105		
Transport aérien	106		
Transport par eau	107		
Autres	108		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	109		
Réseau de distribution de l'eau potable	110		
Traitement des eaux usées	111		
Réseaux d'égout	112		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	113		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	114		
Tri et conditionnement	115		
Autres	116		
Autres	117		
Cours d'eau	118		
Protection de l'environnement	119		
Autres	120		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	121		
Sécurité du revenu	122		
Autres	123		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	124		
Rénovation urbaine	125		
Promotion et développement économique	126		
Autres	127		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	128		4 023
Activités culturelles			
Bibliothèques	129		
Autres	130		
Réseau d'électricité	131		
	132		4 023

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	133			
Péréquation	134			
Neutralité	135			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	136			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	137	180 000	174 216	185 088
Fonds de développement des territoires	138			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	139			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	140	24 907	20 516	
Dotations spéciales de fonctionnement	141			21 490
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	142			
Autres	143		6 328	165 161
	144	204 907	201 060	371 739
TOTAL DES TRANSFERTS	145	658 729	973 703	932 645

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	146			
Évaluation	147			
Autres	148			
	149			
Sécurité publique				
Police	150			
Sécurité incendie	151	16 720	40 827	46 072
Sécurité civile	152			
Autres	153			
	154	16 720	40 827	46 072
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	155			
Enlèvement de la neige	156			
Autres	157			
Transport collectif	158			
Autres	159			
	160			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
	161			
Réseau de distribution de l'eau potable				
	162			
Traitement des eaux usées				
	163			
Réseaux d'égout				
	164			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
	165			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	166			
Tri et conditionnement	167			
Autres	168			
Autres	169			
Cours d'eau	170			
Protection de l'environnement	171			
Autres	172			
	173			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	174			
Autres	175			
	176			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	177			
Rénovation urbaine	178			
Promotion et développement économique	179			
Autres	180			
	181			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	182			
Activités culturelles				
Bibliothèques	183			
Autres	184			
	185			
Réseau d'électricité	186			
	187	16 720	40 827	46 072

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	188			
Évaluation	189			
Autres	190	4 300	10 483	6 077
	191	4 300	10 483	6 077
Sécurité publique				
Police	192			
Sécurité incendie	193			
Sécurité civile	194			
Autres	195			
	196			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	197			
Enlèvement de la neige	198			
Autres	199			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	200			
Transport adapté	201			
Transport scolaire	202			
Autres	203			
Autres	204	6 000	4 450	5 136
	205	6 000	4 450	5 136
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	206			
Traitement des eaux usées	207			
Réseaux d'égout	208			
	209			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	210			
Matières recyclables	211			
Autres	212	1 000	1 143	1 725
Cours d'eau				
Protection de l'environnement	213			
	214			
Autres	215	12 000	23 479	11 405
	216	13 000	24 622	13 130

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221		23 944	65 378
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223			
Autres	224			
	225		23 944	65 378
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226			
Activités culturelles				
Bibliothèques	227			
Autres	228	375 200	428 564	432 807
	229	375 200	428 564	432 807
Réseau d'électricité				
	230			
	231	398 500	492 063	522 528
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	415 220	532 890	568 600

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	25 000	61 005	26 940
Droits de mutation immobilière	234	225 000	736 605	415 779
Droits sur les carrières et sablières	235	3 000	7 806	10 425
Autres	236			
	237	253 000	805 416	453 144
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	238	22 000	62 865	30 612
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	239			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	240	45 100	86 905	41 895
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241			94 785
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243		31 230	316 575
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245		4 727 454	
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247			
Autres contributions	248	400 000	497 901	473 292
Redevances réglementaires	249			
Autres	250		42 448	267 819
	251	400 000	5 299 033	1 152 471
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	252			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Budget 2021		Réalizations 2021		Réalizations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
1	163 948	144 362		144 362	144 327
2	29 100	1 925		1 925	
3	504 017	460 420	9 173	469 593	533 483
4	83 383	84 911		84 911	83 849
5					
6	254 400	270 632		270 632	162 295
7					
8	1 034 848	962 250	9 173	971 423	923 954
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
9	429 377	444 864		444 864	432 911
10	320 621	322 509	60 414	382 923	310 303
11	22 283	4 708		4 708	19 042
12	9 000	8 365	290	8 655	9 363
13	781 281	780 446	60 704	841 150	771 619
TRANSPORT					
14	956 547	833 689	1 029 543	1 863 232	1 565 718
15	433 861	335 590	27 806	363 396	421 179
16	19 500	22 604		22 604	20 447
17	40 700	22 130	1 385	23 515	7 005
18					
19	21 067	28 823		28 823	15 508
20					
21					
22	1 471 675	1 242 836	1 058 734	2 301 570	2 029 857

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Budget 2021		Réalizations 2021		Réalizations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	422	54 801	55 223	54 801
Réseau de distribution de l'eau potable	24	434 791	481 536	580 987	443 462
Traitement des eaux usées	25	95 340	120 765	221 555	342 976
Réseaux d'égout	26	63 000	25 953	77 608	88 574
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	219 649	328 447	345 909	325 831
Élimination	28	50 000	87 815	87 815	84 105
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	169 333	205 155	218 406	200 795
Tri et conditionnement	30	26 000	40 881	40 881	26 310
Matières organiques					
Collecte et transport	31	123 465	30 257	30 257	
Traitement	32	30 000	12 345	28 095	
Matériaux secs	33	154 052	146 669	146 669	133 373
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37				
Protection de l'environnement	38	264 753	277 187	277 742	330 755
Autres	39				
	40	1 630 383	1 757 432	2 111 147	2 030 982
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41	5 100	5 195	5 195	
Sécurité du revenu	42				
Autres	43				
	44	5 100	5 195	5 195	

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Budget 2021		Réalizations 2021		Réalizations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	340 404	360 484	360 484	215 432
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48				
Tourisme	49	212 068	206 119	6 173	212 292
Autres	50				
Autres	51		10 136	10 136	350 906
	52	552 472	576 739	6 173	582 912
					566 338
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	90 950	70 429	20 711	91 140
Piscines, plages et ports de plaisance	54	15 950	16 440	56 831	73 271
Parcs et terrains de jeux	55	52 500	33 836	29 098	33 836
Parcs régionaux	56	129 353	105 476	31 844	134 574
Expositions et foires	57	108 130	109 368		141 212
Autres	58				
	59	258 987	252 719	24 006	276 725
	60	655 870	588 268	162 490	750 758
					256 935
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				
Bibliothèques	62	40 873	37 455	1 512	38 967
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65	78 300	71 762		71 762
	66	119 173	109 217	1 512	110 729
	67	775 043	697 485	164 002	861 487
					843 709

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Budget 2021		Réalizations 2021		Réalizations 2020
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
	RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68				
	FRAIS DE FINANCEMENT					
	Dettes à long terme					
	Intérêts	69	156 775	134 751	134 751	145 320
	Autres frais	70				
	Autres frais de financement					
	Avantages sociaux futurs	71				
	Autres	72	18 000	16 609	16 609	39 279
		73	174 775	151 360	151 360	184 599
	EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74		498 163	498 163	
	AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75	1 476 321	1 652 501 (	1 652 501 (

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	2
Analyse de la dette à long terme	3
Endettement total net à long terme	4
Analyse de la charge de quotes-parts	5
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	6
Analyse de la rémunération	7
Analyse des revenus de transfert par sources	7
Frais de financement par activités	8
Rémunération des élus	9

Autres renseignements

Questionnaire	10
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

Non audité

		Réalizations 2021	Réalizations 2020
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	23 076	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	5 470 838	
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	12 000	37 472
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	9 372	
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives			
15			
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	211 673	298 754
Ameublement et équipement de bureau			
18			
Machinerie, outillage et équipement divers			
19		238 897	198 459
Terrains			
20			
Autres			
21			
22		5 965 856	534 685

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	23 076	
Autres infrastructures	27	5 482 838	37 472
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations corporelles	33	459 942	497 213
34		5 965 856	534 685

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	2 330 700		199 715	2 130 985
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	3 449 477	1 573 877	666 088	4 357 266
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	5 780 177	1 573 877	865 803	6 488 251
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	410 413		148 996	261 417
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	410 413		148 996	261 417
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13	6 671	112		6 783
	14	417 084	112	148 996	268 200
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15				
Autres	16				
	17	417 084	112	148 996	268 200
	18	6 197 261	1 573 989	1 014 799	6 756 451
Dettes en cours de refinancement	19	()		()	
Reclassement / Redressement	20				
Dettes à long terme	21	6 197 261	1 573 989	1 014 799	6 756 451

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	6 756 451
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	89 198
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	261 417
Autres montants	10	6 783
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	99 199
Autres		
▪ Dette incluse Q-P MRC	12	741 490
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	5 736 760
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	15	5 736 760
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	2 577 073
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	8 313 833
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	8 313 833
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2	82 083	108 087	82 032
Autres	3	81 017	50 165	51 544
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	1 821	1 821	1 839
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	21 067	28 823	15 508
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	20 352	20 352	20 378
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	18 429	21 697	17 621
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	7 115	7 115	7 123
Autres	21	19 470	19 470	19 470
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	251 354	257 530	215 515

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021*Non audité*

		2021	2020
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	5 965 856	534 685
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	5 965 856	534 685

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	35,00	10 649,00	393 320	86 289	479 609
Professionnels	2					
Cols blancs	3	40,00	15 633,00	380 683	91 363	472 046
Cols bleus	4	40,00	39 891,00	1 017 413	206 902	1 224 315
Policiers	5					
Pompiers	6	3,00	4 767,00	142 681	22 043	164 724
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	94,00	70 940,00	1 934 097	406 597	2 340 694
Élus	9	8,00		104 360	3 698	108 058
	10	102,00		2 038 457	410 295	2 448 752

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	5 646				5 646
Réseau de distribution de l'eau potable	844				844
Traitement des eaux usées					
Réseaux d'égout					
Autres	967 213				967 213
	973 703				973 703

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	21 983	47 295
	4	21 983	47 295
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	8 593	9 040
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	8 593	9 040
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	104 522	107 583
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	104 522	107 583
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	10 330	11 636
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	1 023	3 042
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	11 353	14 678
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	4 909	6 003
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	4 909	6 003
Réseau d'électricité			
	40		
	41	151 360	184 599

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
	Gouin Réjean	Maire	34 167	17 083	26 939
	Dubeau Francois	Conseiller	5 868	2 934	
	Tardif Pierre	Conseiller	4 464	2 232	
	Lacelle Francis	Conseiller	5 868	2 934	
	Sénécal Gilles	Conseiller	5 868	2 934	
	Coutu Louis-David	Conseiller	6 068	3 034	
	Gilbert Richard	Conseiller	5 868	2 934	
	Beaulieu Guyfaine	Conseiller	1 404	702	

Note

Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supra municipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport)

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>		OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1		1 440 000 \$
Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement			
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	<input checked="" type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021	4		44 236 \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	5	<input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :			
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	7		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	8		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	9		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	10		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	11		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	12		\$
Ligne 14 : Débiteurs	13		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	15		\$
Ligne 19 : Créiteurs et charges à payer	16		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	17		\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

18 19 X
20 _____ \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2021

21 22 X
23 _____ \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

24 25 X
26 _____ \$

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

27 28 X
29 _____ \$

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

30 31 X
32 33

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

34 35 X
36 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

37 38 X
39 _____ \$

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

40 41 X
42 _____ \$

- b) autres formes d'aide

43 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

9.	Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2021	
	Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2021	44 _____ \$
	Facteur comparatif de 2021	45 _____
	Valeur uniformisée	46 _____ \$
10.	Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2021 dans le cadre du <i>Volet entretien du réseau local</i> (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ	47 _____ 407 990 \$
	Total des frais encourus admissibles au volet ERL :	
a)	Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)	
	▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	48 _____ 363 396 \$
	▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été	
	Systèmes de sécurité	49 _____ \$
	Chaussées pavées - entretien préventif	50 _____ 621 117 \$
	Chaussées pavées - entretien palliatif	51 _____ \$
	Chaussées en gravier - entretien préventif	52 _____ 69 656 \$
	Chaussées en gravier - entretien palliatif	53 _____ \$
	Systèmes de drainage	54 _____ \$
	Abords de routes	55 _____ \$
	Total des dépenses relatives à l'entretien d'été	56 _____ 690 773 \$
b)	Dépenses d'investissement	
	▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	57 _____ \$
	▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été	58 _____ \$
c)	Total des frais encourus admissibles	59 _____ 1 054 169 \$
d)	Description des dépenses d'investissement	
	▪ Relatives à l'entretien d'hiver :	
	▪ Relatives à l'entretien d'été :	
e)	Si le total des frais encourus à la ligne 59 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2021 (ligne 47), veuillez fournir les justifications :	
f)	Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 56 et 58), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2021 (ligne 47) veuillez en fournir les explications :	
	Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des routes locales de niveaux 1 et 2 :	
a)	Numéro de la résolution	60 _____ 82-2021
b)	Date d'adoption de la résolution	61 _____ 2021-03-15

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*? 62 63
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 64 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 65 _____
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 66 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 67 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) 68 _____ **1**
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8) 69 _____ **2**
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 9) 70 _____ **2**
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne (art. 10) 71 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice (art. 11) 72 _____
- h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 73 _____ **200**
- i) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est de plus de 20 kg (art. 16) 74 _____
- j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 75 _____
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? 76 77
13. Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et de ses entreprises au 31 décembre 2021
- | | | |
|--|----|-------------------|
| Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL | 78 | 182 852 \$ |
| Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres | 79 | 261 417 \$ |
| Ministère des Transports | 80 | 227 195 \$ |
| Ministère de la Culture et des Communications | 81 | \$ |
| Autres ministères/organismes | 82 | 218 011 \$ |
| | 83 | 889 475 \$ |

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Municipalité de Saint-Michel-des-Saints | 62085 |

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au trésorier de la Municipalité de Saint-Michel-des-Saints,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel (ci-après l'« état ») de la Municipalité de Saint-Michel-des-Saints (ci-après « Municipalité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Municipalité de répondre aux exigences de l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation de l'état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état, pris dans son ensemble, est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

DCA, comptable professionnel agréé Inc.
Par Dominique Collin, FCPA auditeur, FCA
Saint-Paul-de-Joliette, le 21 mars 2022

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	5 006 227
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u> </u>
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	267 823
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	15 486
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>4 722 918</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	522 335 900
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>530 752 700</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>526 544 300</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2021 (Ligne 10 + ligne 13 x 100)	14	<u>0,8970 / 100 \$</u>
--	----	-------------------------------

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

OUI NON S.O.

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? 1 2

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

- Si oui, présentez-vous le budget consolidé? 3 4

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? 5 6

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 7 8

4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 9 10

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? 11 12 13

6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? 14 15 16

7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? 17 18 19

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? 20 21 22

- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? 23 24

La question 9 s'applique aux municipalités locales seulement.

9. La municipalité possède-t-elle sur son territoire une personne assujettie à l'article 222 LFM (personne autoconsommatrice d'électricité)? 25 26

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2022

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	8
Questionnaire	10

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	3 753 254
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Réserve financière pour le service de l'eau	5	
Réserve financière pour le service de la voirie	6	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	7	130 116
Activités de fonctionnement	8	
Activités d'investissement	9	
Autres	10	
	11	3 883 370

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	12	221 610
Égout	13	174 200
Traitement des eaux usées	14	
Matières résiduelles	15	605 720
Autres		
▪ TRAIT. INSECTES PIQUEURS	16	276 347
▪ ECO-TAXE	17	94 800
▪	18	
Centres d'urgence 9-1-1	19	
Service de la dette	20	
Pouvoir général de taxation	21	
Activités de fonctionnement	22	
Activités d'investissement	23	
	24	1 372 677
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	25	
Autres	26	
	27	
	28	1 372 677
	29	5 256 047

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
 EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	7 450
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	2 100
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	285 732
	5	295 282

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	29 200
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	33 000
	9	62 200

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux

Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	357 482

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	1 500
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	1 054
Taxes d'affaires	17	
	18	2 554

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	360 036

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
1		x	/100 \$				
2	482 256 166	x	0,6000 /100 \$	2 893 537			
3	9 334 890	x	0,6000 /100 \$	56 009			
4	68 172 340	x	0,9400 /100 \$	640 820			
5	15 217 300	x	0,9400 /100 \$	143 043			
Terrains vagues desservis							
6		x	/100 \$				
7		x	/100 \$				
8	2 718 600	x	0,6000 /100 \$	16 312			
9	588 800	x	0,6000 /100 \$	3 533			
10				3 753 254			3 753 254
Taxes spéciales							
11		x	/100 \$				
12		x	/100 \$				
13		x	/100 \$				
14		x	/100 \$				
15		x	/100 \$				
Terrains vagues desservis							
16		x	/100 \$				
17		x	/100 \$				
18		x	/100 \$				
19		x	/100 \$				
20							

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
				/100 \$				
	21	x						
Taxes spéciales								
	22	x		/100 \$				
	23	x		/100 \$				
	24	x		/100 \$				
	25	x		/100 \$				
	26	x		/100 \$				
	27	x		/100 \$				
	28	x		/100 \$				
	29	x		/100 \$				
	30							
Taxes spéciales								
	31	x		/100 \$				
	32	x		/100 \$				
	33	x		/100 \$				
	34	x		/100 \$				
	35	x		/100 \$				
	36	x		/100 \$				
	37	x		/100 \$				
	38	x		/100 \$				
	39	x		/100 \$				
	40							
		Valeur locative imposable						
	41	x	%					

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)	Par unité de logement
Eau	1 <u>270,00 \$</u>
Égout	2 <u>230,00 \$</u>
Eau et égout	3 <u>\$</u>
Traitement des eaux usées	4 <u>\$</u>
Matières résiduelles	5 <u>210,00 \$</u>

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

<u>Description</u>	<u>Taux</u>	<u>Code</u>	<u>Préciser</u>
LOGEMENT CATEGORIES (15,16)	130,0000	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
LOGEMENT CATEGORIES (18,19)	130,0000	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
CAMPING PRIVE	530,0000	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
INDUSTRIEL (CLASSE 1 A 5)	280,0000	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
INDUSTRIEL (CLASSE 6)	320,0000	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
INDUSTRIEL (CLASSE 7)	410,0000	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
INDUSTRIEL (CLASSE 8)	480,0000	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
INDUSTRIEL (CLASSE 9,10,11,12)	530,0000	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
USINE DE SCIAGE	1 030,0000	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
NON.RES. (CLASSE 1 A 5)	250,0000	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
NON.RES. (CLASSE 6)	260,0000	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
NON.RES. (CLASSE 7)	290,0000	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
NON.RES. (CLASSE 8)	320,0000	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
NON.RES. (CLASSE 9,10,11,12)	350,0000	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
HOTEL,MOTEL & HEB. (1 A 10)	350,0000	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
HOTEL,MOTEL & HEB. (11 A 20)	670,0000	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
HOTEL,MOTEL & HEB. (21 A 30)	990,0000	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
HOTEL,MOTEL & HEB. (31 A 40)	1 310,0000	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
HOTEL,MOTEL & HEB. (41 A 50)	1 630,0000	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
HOTEL,MOTEL & HEB. (51 A 60)	1 950,0000	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
HOTEL,MOTEL & HEB. (61 A 70)	2 270,0000	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
HOTEL,MOTEL & HEB. (71 A 80)	2 590,0000	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
HOTEL,MOTEL & HEB. (81 A 90)	2 910,0000	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
HOTEL,MOTEL & HEB. (91 A100)	3 230,0000	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
HOTEL,MOTEL & HEB. (101 ET PLUS))	3 550,0000	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
CAMPING	60,0000	7 - autres (préciser)	ORDURES PAR EMPLACEMENT
LOGEMENT CATEGORIES (15,16)	186,0000	4 - tarif fixe (compensation)	EAU
LOGEMENT CATEGORIES (18,19)	186,0000	4 - tarif fixe (compensation)	EAU
INDUSTRIEL (CLASSE 1 A 5)	282,0000	4 - tarif fixe (compensation)	EAU
INDUSTRIEL (CLASSE 6)	306,0000	4 - tarif fixe (compensation)	EAU
INDUSTRIEL (CLASSE 7)	336,0000	4 - tarif fixe (compensation)	EAU
INDUSTRIEL (CLASSE 8)	366,0000	4 - tarif fixe (compensation)	EAU

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Description	Taux	Code	Préciser
INDUSTRIEL (CLASSE 9,10,11,12)	384,0000	4 - tarif fixe (compensation)	EAU
USINE DE SCIAGE	5 742,0000	4 - tarif fixe (compensation)	EAU
NON.RES. (CLASSE 1 A 5)	258,0000	4 - tarif fixe (compensation)	EAU
NON.RES. (CLASSE 6)	264,0000	4 - tarif fixe (compensation)	EAU
NON.RES. (CLASSE 7)	270,0000	4 - tarif fixe (compensation)	EAU
NON.RES. (CLASSE 8)	282,0000	4 - tarif fixe (compensation)	EAU
NON.RES. (CLASSE 9,10,11,12)	294,0000	4 - tarif fixe (compensation)	EAU
HOTEL,MOTEL & HEB. (1 A 10)	288,0000	4 - tarif fixe (compensation)	EAU
HOTEL,MOTEL & HEB. (11 A 20)	468,0000	4 - tarif fixe (compensation)	EAU
HOTEL,MOTEL & HEB. (21 A 30)	636,0000	4 - tarif fixe (compensation)	EAU
HOTEL,MOTEL & HEB. (31 A 40)	816,0000	4 - tarif fixe (compensation)	EAU
HOTEL,MOTEL & HEB. (41 A 50)	996,0000	4 - tarif fixe (compensation)	EAU
HOTEL,MOTEL & HEB. (51 A 60)	1 176,0000	4 - tarif fixe (compensation)	EAU
HOTEL,MOTEL & HEB. (61 A 70)	1 356,0000	4 - tarif fixe (compensation)	EAU
HOTEL,MOTEL & HEB. (71 A 80)	1 536,0000	4 - tarif fixe (compensation)	EAU
HOTEL,MOTEL & HEB. (81 A 90)	1 716,0000	4 - tarif fixe (compensation)	EAU
HOTEL,MOTEL & HEB. (91 A100)	1 896,0000	4 - tarif fixe (compensation)	EAU
HOTEL,MOTEL & HEB. (101 ET PLUS))	2 076,0000	4 - tarif fixe (compensation)	EAU
LOGEMENT CATEGORIES (15, 16)	160,0000	4 - tarif fixe (compensation)	EGOUT
LOGEMENT CATEGORIES (18,19)	160,0000	4 - tarif fixe (compensation)	EGOUT
INDUSTRIEL (CLASSE 1 A 5)	240,0000	4 - tarif fixe (compensation)	EGOUT
INDUSTRIEL (CLASSE 6)	260,0000	4 - tarif fixe (compensation)	EGOUT
INDUSTRIEL (CLASSE 7)	285,0000	4 - tarif fixe (compensation)	EGOUT
INDUSTRIEL (CLASSE 8)	310,0000	4 - tarif fixe (compensation)	EGOUT
INDUSTRIEL (CLASSE 9,10,11,12)	325,0000	4 - tarif fixe (compensation)	EGOUT
USINE DE SCIAGE	1 635,0000	4 - tarif fixe (compensation)	EGOUT
NON.RES. (CLASSE 1 A 5)	220,0000	4 - tarif fixe (compensation)	EGOUT
NON.RES. (CLASSE 6)	225,0000	4 - tarif fixe (compensation)	EGOUT
NON.RES. (CLASSE 7)	230,0000	4 - tarif fixe (compensation)	EGOUT
NON.RES. (CLASSE 8)	240,0000	4 - tarif fixe (compensation)	EGOUT
NON.RES. (CLASSE 9,10,11,12)	250,0000	4 - tarif fixe (compensation)	EGOUT
HOTEL,MOTEL & HEB. (1 A 10)	245,0000	4 - tarif fixe (compensation)	EGOUT
HOTEL,MOTEL & HEB. (11 A 20)	385,0000	4 - tarif fixe (compensation)	EGOUT
HOTEL,MOTEL & HEB. (21 A 30)	540,0000	4 - tarif fixe (compensation)	EGOUT
HOTEL,MOTEL & HEB. (31 A 40)	690,0000	4 - tarif fixe (compensation)	EGOUT
HOTEL,MOTEL & HEB. (41 A 50)	850,0000	4 - tarif fixe (compensation)	EGOUT
HOTEL,MOTEL & HEB. (51 A 60)	1 005,0000	4 - tarif fixe (compensation)	EGOUT
HOTEL,MOTEL & HEB. (61 A 70)	1 160,0000	4 - tarif fixe (compensation)	EGOUT
HOTEL,MOTEL & HEB. (71 A 80)	1 315,0000	4 - tarif fixe (compensation)	EGOUT
HOTEL,MOTEL & HEB. (81 A 90)	1 470,0000	4 - tarif fixe (compensation)	EGOUT
HOTEL,MOTEL & HEB. (91 A100)	1 625,0000	4 - tarif fixe (compensation)	EGOUT
HOTEL,MOTEL & HEB. (101 ET PLUS))	1 780,0000	4 - tarif fixe (compensation)	EGOUT
TERRAIN VACANT	46,7500	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
LOGEMENT CATEGORIES (15, 16)	46,7500	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
LOGEMENT CATEGORIES (18,19)	46,7500	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
LOGEMENT CATEGORIES (10,11,12 ET)	83,7500	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
CAMPING PRIVE	248,7500	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
INDUSTRIEL (CLASSE 1 A 5)	128,7500	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
INDUSTRIEL (CLASSE 6)	153,7500	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Description	Taux	Code	Préciser
INDUSTRIEL (CLASSE 7)	188,7500	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
INDUSTRIEL (CLASSE 8)	228,7500	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT INSECTES
INDUSTRIEL (CLASSE 9,10,11,12)	248,7500	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
USINE DE SCIAGE	248,7500	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
NON.RES. (CLASSE 1 A 5)	103,7500	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
NON.RES. (CLASSE 6)	118,7500	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT INSECTES
NON.RES. (CLASSE 7)	133,7500	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
NON.RES. (CLASSE 8)	153,7500	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
NON.RES. (CLASSE 9,10,11,12)	163,7500	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
HOTEL,MOTEL & HEB. (1 A 10)	163,7500	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
HOTEL,MOTEL & HEB. (11 A 20)	323,7500	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
HOTEL,MOTEL & HEB. (21 A 30)	483,7500	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
HOTEL,MOTEL & HEB. (31 A 40)	643,7500	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
HOTEL,MOTEL & HEB. (41 A 50)	803,7500	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
HOTEL,MOTEL & HEB. (51 A 60)	963,7500	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
HOTEL,MOTEL & HEB. (61 A 70)	1 123,7500	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
HOTEL,MOTEL & HEB. (71 A 80)	1 283,7500	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
HOTEL,MOTEL & HEB. (81 A 90)	1 443,7500	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
HOTEL,MOTEL & HEB. (91 A100)	1 603,7500	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
HOTEL,MOTEL & HEB. (101 ET PLUS))	1 763,7500	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
CAMPING	18,7500	7 - autres (préciser)	TRATI. INSECTES PAR EMP
GOLF	1 008,7500	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
TRAVAUX D'AQUEDUC	0,1145	1 - du 100 \$ d'évaluation	AQUEDUC
COMP. ECO-TAXE	25,0000	4 - tarif fixe (compensation)	ENVIRONNEMENT

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
	Taxes sur la valeur foncière						
	Générales	1 640 820	143 043			56 009	3 532
	De secteur	2 31 263	7 075			2 791	
	Autres	3					
	Taxes sur une autre base						
	Taxes, compensations et tarification						
	Service de la dette	4					
	Autres	5 185 440	12 786			39 812	
	Taxes d'affaires						
	Sur la valeur locative	6					
	Autres	7					
	8	857 523	162 904			98 612	3 532

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>			Immeubles forestiers		Résiduelle		Total
			Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres		
	Taxes sur la valeur foncière						
	Générales	1	2 893 538			3 753 254	
	De secteur	2	78 719		10 268	130 116	
	Autres	3					
	Taxes sur une autre base						
	Taxes, compensations et tarification						
	Service de la dette	4					
	Autres	5	863 544		271 095	1 372 677	
	Taxes d'affaires						
	Sur la valeur locative	6					
	Autres	7					
		8	16 312	3 835 801	281 363	5 256 047	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
▪ Indiquer le total des valeurs imposables étalées, au dépôt du rôle de perception de :			
2021	21 _____		\$
2022	22 _____		\$
▪ Indiquer le total des valeurs imposables sans étalement, au dépôt du rôle de perception de :			
2021	23 _____		\$
2022	24 _____		\$
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité impose-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022 :			
▪ une taxe d'affaires en vertu de l'article 232 LFM	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>	
▪ une taxe en vertu de l'article 569.11 LCV ou 1094.11 CM	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>	
4. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2022 pour des exploitations agricoles enregistrées?	31 <input checked="" type="checkbox"/>	32 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	33 _____		372 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

5. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	34	_____ \$
6. Date d'adoption du budget par le conseil	35	_____ 2021-12-13
7. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	36	_____ 8 133 341 \$
8. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	37	_____ \$
9. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	38	_____ \$
10. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	39	_____ \$

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, SEBASTIEN GARIEPY, atteste que le rapport financier de Municipalité de Saint-Michel-des-Saints pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 21 mars 2022.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou greffier-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Municipalité de Saint-Michel-des-Saints.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Municipalité de Saint-Michel-des-Saints consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Municipalité de Saint-Michel-des-Saints détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2022-03-21 11:47:40

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021		2020
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	7 033 582	8 399 005	8 212 985
Investissement	2		4 866 624	14 524
	3	7 033 582	13 265 629	8 227 509
Charges	4	7 901 898	8 324 407	7 351 058
Excédent (déficit) de l'exercice	5	(868 316)	4 941 222	876 451
Moins : revenus d'investissement	6 (	)	( 4 866 624)	(14 524)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(868 316)	74 598	861 927
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	1 476 321	1 652 501	1 500 997
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			129 964
Remboursement de la dette à long terme	10 (	633 241)	588 330)	388 090)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	5 000)	46 343)	47 485)
Excédent (déficit) accumulé	12	30 236	72 773	(4 558)
Autres éléments de conciliation	13		508 299	221 066
	14	868 316	1 598 900	1 411 894
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		1 673 498	2 273 821

Extrait du rapport financier, pages S16 et S17

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	4 704 609	3 248 378
Débiteurs	2	1 971 769	1 535 105
Placements de portefeuille	3		
Autres	4		358 992
	5	6 676 378	5 142 475
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7	6 733 225	6 160 078
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		
Autres	9	1 897 812	1 574 607
	10	8 631 037	7 734 685
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(1 954 659)	(2 592 210)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	12	25 100 928	20 787 573
Autres	13	214 693	224 377
	14	25 315 621	21 011 950
Excédent (déficit) accumulé	15	23 360 962	18 419 740

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	16	3 150 299	2 179 046
Excédent de fonctionnement affecté			
• Fonds Lac taureau	17	43 307	47 153
• Équilibre budgétaire	18		156 600
•	19		
•	20		
•	21		
•	22		
•	23		
•	24		
•	25		
	26	43 307	203 753
Réserves financières			
Fonds réservés	27		
	28	1 493 003	928 572
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29	(534 574)	(587 883)
Financement des investissements en cours	30	99 199	(211 502)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	31	19 109 728	15 907 754
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	32		
	33	23 360 962	18 419 740

Extrait du rapport financier, page S23-1

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	5 736 760
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	8 313 833

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	4 357 266	3 449 477
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	2 130 985	2 330 700
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	261 417	410 413
Autres	8	6 783	6 671
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement			
	9		
	10	6 756 451	6 197 261

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021		2020
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	11	4 781 221	5 006 227	4 716 857
Compensations tenant lieu de taxes	12	359 712	359 420	320 784
Quotes-parts	13			
Transferts	14	658 729	973 703	928 622
Services rendus	15	415 220	532 890	568 600
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	275 000	868 281	483 756
Autres	17	543 700	658 484	1 194 366
	18	7 033 582	8 399 005	8 212 985
Investissement				
Taxes	19			
Quotes-parts	20			
Transferts	21			4 023
Autres	22		4 866 624	10 501
	23		4 866 624	14 524
	24	7 033 582	13 265 629	8 227 509

Extrait du rapport financier, page S16

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Budget 2021		Réalizations 2021		Réalizations 2020	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale	1	1 034 848	962 250	9 173	971 423	923 954
Sécurité publique						
Police	2	429 377	444 864		444 864	432 911
Sécurité incendie	3	320 621	322 509	60 414	382 923	310 303
Autres	4	31 283	13 073	290	13 363	28 405
Transport						
Réseau routier	5	1 450 608	1 214 013	1 058 734	2 272 747	2 014 349
Transport collectif	6	21 067	28 823		28 823	15 508
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	593 131	628 676	306 697	935 373	929 813
Matières résiduelles	9	772 499	851 569	46 463	898 032	770 414
Autres	10	264 753	277 187	555	277 742	330 755
Santé et bien-être	11	5 100	5 195		5 195	
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	340 404	360 484		360 484	215 432
Promotion et développement économique	13	212 068	206 119	6 173	212 292	350 906
Autres	14		10 136		10 136	
Loisirs et culture	15	775 043	697 485	164 002	861 487	843 709
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	174 775	151 360		151 360	184 599
Effet net des opérations de restructuration	18		498 163		498 163	
	19	6 425 577	6 671 906	1 652 501	8 324 407	7 351 058
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	1 476 321	1 652 501 (	1 652 501)		
	21	7 901 898	8 324 407		8 324 407	7 351 058

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		<u>2021</u>	<u>2020</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	4 866 624	14 524
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	5 965 856)	534 685)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	139 170)	10 501)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	1 268 573	1 134 339
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	46 343	47 485
Excédent accumulé	6	260 004	246 134
	7	(4 530 106)	882 772
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	336 518	897 296

Extrait du rapport financier, page S18

Saint-Michel-des-Saints
62085

Nous vous confirmons que la procédure d'attestation est complétée.



Conformément à la procédure établie par le Ministère, vous n'avez pas à transmettre par courrier les documents « papier » remplis et signés.

Québec 

© Gouvernement du Québec, 2000 - 2022

Objet Confirmation de l'attestation - Rapport financier 2021 (62085)

De <sesammfin@mamh.gouv.qc.ca>

À <clauddeb@smds.quebec>, <mmorel@dca-sf.ca>

Date 2022-04-12 15:52



- Logo et message.html(~6 ko)
- Avis.txt(~392 o)

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Madame, Monsieur,

Nous vous confirmons que les procédures relatives à la transmission du Rapport financier 2021 sont maintenant complétées.

La présente confirmation est acheminée par courriel à l'officier municipal ainsi qu'à l'auditeur indépendant (ainsi qu'au Vérificateur général si applicable).

Nous vous rappelons qu'à ce titre, il est de votre responsabilité de vous assurer que les informations transmises sont conformes à celles déposées au Conseil.

À cet effet, vous pouvez consulter en tout temps le document déjà transmis au MAMH.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Direction de l'information financière et du financement
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
Aile Chauveau, 1er étage
1 0, rue Pierre-Olivier Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : (418) 691-2010
Télécopieur : (418) 646-6941
sesammfin@mamh.gouv.qc.ca

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Ce courriel peut contenir des informations confidentielles qui ne vous sont pas destinées.

Si ce message vous a été adressé par erreur, veuillez le détruire et en informer l'expéditeur immédiatement.

Objet Confirmation de la transmission - Rapport financier 2021 (62085)

De <sesammfin@mamh.gouv.qc.ca>

À <clauddeb@smds.quebec>, <mmorel@dca-sf.ca>

Date 2022-04-12 15:35



- Logo et message.html(~7 ko)
- Avis.txt(~392 o)

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Madame, Monsieur,

Nous vous confirmons que le transfert du Rapport financier 2021 est complété. Nous vous rappelons que pour officialiser la transmission de votre document, vous devez procéder à l'attestation électronique.

Vous trouverez plus d'informations relatives à cette procédure, en cliquant sur le bouton Aide > et en sélectionnant Attestation électronique > dans l'application SÉSAMM.

La présente confirmation est acheminée par courriel à l'officier municipal ainsi qu'à l'auditeur indépendant (ainsi qu'au Vérificateur général si applicable).

Nous vous rappelons qu'à ce titre, il est de votre responsabilité de vous assurer que les informations transmises sont conformes à celles déposées au Conseil.

À cet effet, vous pouvez consulter en tout temps le document déjà transmis au MAMH.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Direction de la normalisation, de l'information financière et du financement

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Aile Chauveau, 1er étage

10, rue Pierre-Olivier Chauveau

Québec (Québec) G1R 4J3

Téléphone : (418) 691-2010

Télécopieur : (418) 646-6941

sesammfin@mamh.gouv.qc.ca

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Ce courriel peut contenir des informations confidentielles qui ne vous sont pas destinées.

Si ce message vous a été adressé par erreur, veuillez le détruire et en informer l'expéditeur immédiatement.